

# Le retrait de Pablo Iglesias montre les limites de Podemos en Espagne

Sandrine Morel

Dix ans après le mouvement des « indignés », le parti de gauche radicale, membre du gouvernement, est en pleine crise d'identité

MADRID - correspondante

Dix ans après la naissance du mouvement des « indignés », qui, en 2011, avait bouleversé la scène politique espagnole avec un discours véhément contre les « élites », la « corruption » et le « bipartisme », et sept ans après la création, en 2014, du parti de la gauche radicale cherchant à en récupérer l'esprit, Podemos se retrouve face à un défi : survivre au départ de son leader. Mardi 4 mai, au soir de l'écrasante victoire de la droite aux élections régionales madrilènes, Pablo Iglesias a annoncé « l'abandon de toutes [ses] fonctions » et son retrait de « la vie politique ».

« Quand quelqu'un cesse d'être utile, il doit savoir se retirer », a déclaré le chef de la gauche radicale, qui n'a obtenu que 7,2 % des voix et 10 des 136 sièges en jeu. Un résultat « mauvais », comme il l'a lui-même reconnu. M. Iglesias avait quitté, un mois et demi plus tôt, la vice-présidence du gouvernement espagnol, qu'il occupait depuis à peine plus d'un an, pour livrer bataille à Madrid, où Podemos risquait de récolter moins de 5 % des voix et, en conséquence, disparaître du Parlement régional. « Il s'est suicidé [politiquement] pour sauver le parti », résume un proche collaborateur.

## « Hyperleadership » controversé

Des fondateurs de Podemos, seul restait Pablo Iglesias, exerçant un « hyperleadership » controversé. Après avoir caressé l'espoir de doubler le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en 2015, pariant sur une répétition des élections en 2016, Podemos n'a cessé de perdre des voix, élection après élection, et il a échoué à consolider sa structure territoriale. Ces dernières années ont été marquées par l'expulsion de dissidents, le repli sur un groupe de fidèles, les controverses sur l'achat d'une villa avec piscine par M. Iglesias et sa compagne, la ministre de l'égalité, Irene Montero, les crises à répétition en Cantabrie, en Navarre, en Estrémadure, la perte du soutien des mouvements de gauche de Galice et d'Andalousie ou la rupture avec le courant anticapitaliste.

En janvier 2020, après trois tentatives infructueuses, il est finalement entré dans un gouvernement de coalition avec le PSOE, soutenu par les indépendantistes de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC). Cependant, le rôle de subordination auquel il a été relégué était loin de satisfaire M. Iglesias, dont la vice-présidence était « vide de compétences », souligne un collaborateur. Il jouait essentiellement un rôle de figuration et ne faisait parler de lui que lorsqu'il provoquait de vives controverses, en critiquant le « manque de qualité de la démocratie espagnole », en demandant la fin de la monarchie ou en comparant l'ancien président de Catalogne, Carles Puigdemont, aux exilés républicains de la guerre civile.

« Le départ de Pablo est aussi la reconnaissance de l'échec de la stratégie de gouverner pieds et poings liés aux socialistes », estime le député européen Miguel Urban, cofondateur de Podemos, représentant du courant anticapitaliste, qui a pris ses distances avec le parti. Non seulement il n'a pas réussi à faire approuver en conseil des ministres la dérogation de la loi sur le travail et de la loi sur la sécurité citoyenne, ni la régulation des prix des loyers – le PSOE se montrant finalement réticent –, mais il risquait aussi de devoir avaler d'autres couleuvres, le plan de relance européen exigeant un certain nombre de réformes à l'Espagne, notamment en matière de retraite et de fiscalité.

A toutes ces difficultés politiques s'ajoutait la fatigue provoquée par la haine qu'il suscite chez une part considérable de la population, le harcèlement des médias d'extrême droite, les manifestations presque quotidiennes devant son domicile, et l'« agressivité » et les « menaces de mort » dont il a été la cible,

comme il l'a rappelé le 4 mai, se définissant comme le « *bouc émissaire* » qui mobilise « *tous ceux qui détestent la démocratie* ».

Ce rejet qu'il suscite en a fait un allié toxique pour le PSOE. « *Le débarquement de Pablo Iglesias dans la campagne madrilène a porté préjudice au candidat socialiste, qui espérait récupérer les voix d'électeurs centristes*, estime Fernando Vallespin, professeur de sciences politiques à l'université autonome de Madrid. *Il a entraîné le PSOE sur son terrain, en faisant de la campagne comme une lutte entre fascisme et démocratie. Les électeurs ont compris que le seul accord possible du PSOE serait avec M. Iglesias, et cela a été un révoltant pour beaucoup.* »

Avec 16,8 % des voix, dix points de moins qu'en 2019, le Parti socialiste s'est effondré. « *Pour beaucoup d'Espagnols, Pablo Iglesias est celui qui a démolé le récit de la réconciliation sur lequel était basé la transition démocratique [après la fin de la dictature de Franco], imposé un discours "guerre-civiliste" et attaqué le Parti socialiste de Felipe Gonzalez [secrétaire général de 1974 à 1997]* », explique M. Vallespin. En ce sens, son départ de la politique pourrait apaiser les tensions au sein du gouvernement de gauche, mené par le socialiste Pedro Sanchez. Quant à l'avenir de Podemos, M. Iglesias a déjà désigné celle qui doit lui succéder comme tête de liste du parti aux prochaines élections législatives, prévues en 2023 : la ministre du travail, Yolanda Diaz, issue du Parti communiste espagnol (PCE), à la cote de popularité bien plus élevée et au ton plus modéré.